

Sur les routes de Beyrouth à Khiam : Affres d'une guerre

Cet article peut-être reproduit moyennant référence à sa publication dans "Le Journal du Mardi".

Témoignage de :



Fatiha SAIDI, Rudi VERVOORT (Député bruxellois PS) et Josy DUBIE (Député bruxellois et Sénateur ECOLO)

Quelques kilomètres après notre atterrissage à l'aéroport International de Damas, voici Masnaa le poste frontalier libanais. Quelques centaines de mètres plus loin s'offrent à nos yeux les dégâts de la guerre, qui a fait rage ici entre le 12 juillet et le 15 août.

Sans être un grand expert militaire on ne peut que constater que les avions israéliens ont visé juste et fort et n'ont pas fait le détail: maisons effondrées, usines éventrées, routes, ponts et viaducs sinistrés...

Mais le pire reste à venir, la banlieue sud de Beyrouth. Comme touché par un gigantesque tremblement de terre, d'innombrables immeubles détruits s'entassent les uns sur les autres. De véritables scènes pathétiques se déroulent sous nos yeux ; des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards arrivent de partout pour constater les dégâts occasionnés à leur demeure ou fouiller les décombres à la recherche de quelques effets personnels épargnés par les explosions et les éboulements.

Les maisons qui tiennent encore debout sont soit totalement calcinées, soit vacillent sur leur fondation, menaçant de piquer du front sur la voirie. Sans prendre conscience du danger qu'ils courent, certains habitants déménagent frigo, poêle, divans dans de petites camionnettes. Pelleuses et bulldozers, ornés des drapeaux jaunes du Hezbollah et du portrait de Nasrallah, s'affairent en dégageant des nuages de poussière. L'odeur est nauséabonde et la poussière nous emplit les poumons, la gorge, la bouche. On nous tend des masques pour nous permettre de continuer à avancer.

Une belle jeune fille, non voilée, aux cils empoussiérés, gravit le monticule de gravats de sa maison de 6 étages effondrée. Que cherche-t-elle ? Ce ne sont visiblement pas les casseroles, pourtant encore miraculeusement intactes ni les vêtements en lambeau qui l'intéressent. Elle est à la recherche de photos, ces témoins de moments immortalisés qui aident souvent à restituer des souvenirs devenus flous, au fond de la mémoire. En fouillant à mains nues elle en a trouvé une, en noir et blanc qu'elle serre précieusement dans sa main. «C'est mon oncle», nous dit-elle.

A mon collègue qui lui demande en anglais ce qu'elle pense de cette guerre elle expliquera qu'elle est injuste et qu'elle remercie la résistance libanaise. «Vous soutenez le Hezbollah ? ». «Off course !», répond-elle avec un large sourire qui illumine son visage.

Devant une épicerie complètement calcinée, le propriétaire a décidé d'ouvrir. En attendant d'hypothétiques clients, il discute avec de vieux messieurs au visage recouvert de masques.

En voyant toute cette zone, sans aucune utilité stratégique, pulvérisée, nous nous interrogeons sur les finalités de ce pilonnage. Pourquoi raser et massacrer ainsi des quartiers entiers de Beyrouth ? Nous sommes éberlués et choqués. Nous ne comprenons pas pourquoi un tel acharnement sur des zones civiles n'offrant aucun intérêt stratégique et en violation flagrante de la 4^{ème} Convention de Genève qui stipule la protection des civils de tout acte hostile. Nous ne voulons pas croire qu'il s'agit « juste » d'une punition collective pour faire plier les populations et espérer qu'elles se révoltent contre le Hezbollah.

Les scènes qui se déroulent sous nos yeux nous démontrent d'ailleurs la stupidité et la faillite de cet objectif. Nous croisons des femmes chrétiennes, couvertes de poussière, parlant français et appartenant visiblement à la bourgeoisie libanaise. Elles apportent leur aide et leur solidarité à leurs compatriotes de ce quartier pauvre majoritairement chiite. Cette solidarité dans la guerre, au-delà des barrières confessionnelles, tous les observateurs l'ont remarquée. En voulant isoler et anéantir le Hezbollah, Israël n'a, en réalité, fait que renforcer son poids tant politique que moral bien au-delà de Beyrouth-Sud, bien au-delà du Sud-Liban, bien au-delà du Liban d'ailleurs...

Un Libanais que nous rencontrons le lendemain nous explique : « j'ai perdu ma maison. Elle a été entièrement démolie le dernier jour de la guerre. Je ne suis pas un sympathisant du Hezbollah. Et pourtant, avec cette guerre qui vient de se dérouler, j'approuve les actes de ses dirigeants et je trouve que leurs propos sont cohérents. Lorsqu'on dit que Hezbollah recrute dans des milieux pauvres, illettrés, je suis un parfait contre-exemple : je suis aisé et je suis pharmacien ».

« Nasrallah et ses combattants, en tenant tête à Tsahal, ont rendu aux Arabes leur espoir et leur fierté » précise-t-il. Pour cet homme qui a passé de nombreuses années en Belgique et dont les diplômes sont estampillés « ULB », il ne fait aucun doute que près de 80% des Arabes partagent son avis.

Nous entendrons ce même type de discours dans de nombreuses bouches libanaises, en ce compris de représentants politiques. En effet, lorsque nous rencontrons, séparément, le président libanais Emile Lahoud et le général Michel Aoun, député, chef de la Coalition patriotique libre qui a gagné les élections du côté chrétien, tous les deux soutiennent sans nuances le Hezbollah et affirment aussi que grâce à l'héroïsme de sa milice il a rendu la fierté et la dignité à tous les Arabes. Tous les deux refusent le désarmement immédiat du Hezbollah rappelant le précédent de 1982, lorsque le désarmement et l'exil des combattants palestiniens avaient livré des centaines de réfugiés Palestiniens sans défense au massacre par les phalangistes sous le regard de Tsahal. Face aux déclarations belliqueuses de « deuxième round » de responsables israéliens comme Amir Peretz qui menacent d'une reprise de la guerre, ils ne veulent pas se retrouver désarmés. Tous les deux sont d'anciens généraux qui ont commandés l'armée libanaise et savent que cette armée libanaise, mal équipée, sans l'aide des milices du Hezbollah, ne ferait pas le poids devant Tsahal.

On notera la convergence de propos chez Lahoud, le pro-syrien et Aoun, qui a fait la guerre à Damas, deux chrétiens maronites qui pourtant se détestent cordialement et se combattent politiquement.

Quant au ministre de l'Energie, Mohammad Fneich, membre de la formation chiite Hezbollah, il s'offusque du silence de la communauté internationale et de son intervention tardive. « Personne ne demande à Israël de rendre des comptes pour cette agression et l'ONU n'est intervenue qu'après plus d'une quinzaine de jours de conflits. Un autre Etat aurait-il pu tuer ainsi des milliers de civils, en toute impunité ? Cette politique à deux vitesses est dangereuse car elle incite les peuples à se faire justice eux-mêmes » précise-t-il. L'homme qui dénonce les violations du cessez-le-feu et le blocus de son pays par Israël affirme vouloir « faire preuve de patience » mais prévient-il « cette patience a des limites ». Il vient de rencontrer deux jours auparavant le Secrétaire général de l'ONU à qui il a fait part de ses craintes de reprise de la guerre et de son refus de libérer les deux soldats israéliens détenus sans conditions. Il sourit en ajoutant : « Il m'a promis d'essayer de trouver une solution ».

Le sourire, on l'aura compris est ironique et exprime clairement le manque de confiance dans l'institution. Cette faille est là, clairement exprimée par d'autres acteurs politiques qui nous chargent, avec beaucoup de conviction, de demander à notre pays, capitale de l'Europe de devenir le médiateur d'un conflit qui va grandissant. Tous soutiennent la proposition du ministre des Affaires étrangères italien Massimo d'Aléma, d'organiser une grande conférence internationale avec tous les acteurs concernés visant à trouver une solution globale aux crises et aux guerres qui ensanglantent la région depuis plus d'un demi siècle.

« Que la Belgique nous aide en tentant de convaincre les autorités européennes d'amener Israël à abandonner son arrogance », nous lance Michel Aoun. Quant au président Lahoud tout en se félicitant de la décision de notre gouvernement d'envoyer près de 400 soldats pour renforcer la force d'interposition des Nations Unies il ajoute : « demandez à votre pays de nous soutenir pour arrêter de manière globale les hostilités dans toute la région en réglant aussi la question palestinienne, la mère de tous les problèmes ».

On l'aura compris, là-bas, à l'autre bout de la méditerranée, dans ce petit pays sinistré, on attend beaucoup de notre petit pays.

Le lendemain nous mettons le cap sur le sud du pays. Les ponts qui ont pratiquement tous été pilonnés sont coupés en deux et offrent un spectacle désolant. La destruction de ces ponts, on s'en souvient, avait entravé fortement l'acheminement des fournitures essentielles de

l'aide humanitaire ainsi que du personnel soignant. Aujourd'hui ils posent d'énormes problèmes de circulation.

De Kham, un petit village situé près de la ville de Nabatieh, à 7 km d'Israël, il ne reste pratiquement plus rien. Le village semble désert ; hormis une équipe de jeunes volontaires venus de Saïda pour aider au déblaiement, on n'y trouve plus âme qui vive. Le village abritait aussi une prison construite par les Français pendant la colonisation avant d'être occupée par les Israéliens de 1982 à 2000. Devenue mémorial à la suite de la libération elle a aujourd'hui entièrement disparu du paysage. Ici gît une mémoire collective.

Comme toutes les guerres, celle-ci n'échappe pas à la règle en affichant ses sinistres chiffres : 1300 morts du côté libanais, 166 victimes dont 48 civils tués du côté israélien. Les pertes économiques sont considérables et cette guerre pèsera lourdement dans les budgets des deux parties. Quant au bilan écologique, il est loin d'être négligeable : il faudra des mois voire des années pour nettoyer la marée noire issue du bombardement, par l'aviation israélienne, des réservoirs de pétrole au sud de Beyrouth. En raison du blocus maritime israélien, il est encore toujours impossible aujourd'hui d'envoyer des équipes pour contenir et récupérer le pétrole.

En clair, cette guerre a permis de démontrer, une fois encore s'il était nécessaire que la violence ne résout rien. Après plus d'un mois d'hostilités, avec les résultats connus, on revient à la même conclusion : la seule solution envisageable est d'ordre politique et passe par la voie du dialogue et de la négociation qui, eux, peuvent mener au droit, à la justice et à la sécurité pour tous.

Le journal du mardi n°284 - 5/09/2006

